

DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

ARRÊTÉ

8528

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU les décrets n°77392 et 77393 du 28 Mars 1977 portant codification des textes législatifs et réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique et les textes qui les ont modifiés ou complétés,

VU la loi n°62904 du 4 Août 1962 et le décret d'application n°64153 du 15 Février 1964, instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'eau ou d'assainissement,

VU le code de la Santé Publique et l'ordonnance n°59126 du 20 Décembre 1959,

VU l'arrêté préfectoral n°5975 du 7 Août 1980 prescrivant sur le territoire des communes de LA ROCHE DE GLUN et PONT DE L'ISERE, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de protection du puits de "LA CROIX DE MARAIS" à LA ROCHE DE GLUN,

VU les dossiers d'enquête constitués conformément aux décrets du 28 Mars 1977 et les registres y afférent,

VU l'avis favorable du Commissaire enquêteur en date du 18 Octobre 1980,

CONSIDERANT que toutes les formalités légales ou réglementaires ont été accomplies,

A R R E T E

ARTICLE 1 - Sont déclarées d'utilité publique les mesures de protection du puits de "LA CROIX DE MARAIS" situé sur la commune de LA ROCHE DE GLUN, à prendre en application du rapport géologique du 7 Janvier 1980 et du rapport complémentaire du 16 Juin 1980.

ARTICLE 2 - Le Syndicat Intercommunal des Eaux de LA ROCHE DE GLUN et PONT DE L'ISERE est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires pour la réalisation de l'opération envisagée. Il est également autorisé à établir les servitudes nécessaires sur les propriétés privées, dans les limites des périmètres définis par le Géologue

.....

ARTICLE 3 - Les expropriations éventuelles devront être accomplies dans le délai de 5 années à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Drôme, le Directeur Départemental de l'Agriculture, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de LA ROCHE DE GLUN et PONT D'ISERE, le Maire de LA ROCHE DE GLUN et le Maire de PONT D'ISERE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT à VALENCE, le 4 DEC. 1980

LE PREFET,

Par Monsieur le Secrétaire Général

M. JACOB

Le Secrétaire Général



1643 - 8 SEPT. 1982

SYNDICAT AEP
LA-ROCHE-DE-GLUN - PONT-DE L'ISERE (DROME)

PROTECTION DE LA STATION DE POMPAGE
DE LA " CROIX DE MARAIS "

=====

par Jean-Pierre THIEULOUY,
Maître-assistant de Géologie à l'Université scientifique et médicale
de Grenoble, Géologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique
pour le département de la Drôme.

Institut Dolomieu
rue Maurice Gignoux
38031 GRENOBLE CEDEX

Grenoble, le 07/01/80

En application des textes ci-après :

- Article L 20 du Code de la Santé publique,
- Décret n° 67-1093 du 15/12/67,
- Circulaire interministérielle du 10/12/68,

le soussigné Jean-Pierre THIEULOY déclare s'être rendu le 18/12/1979 à La Roche-de-Glun (Drôme) sur requête de M. le Directeur départemental de l'Agriculture de la Drôme en date du 12/12/79, afin de fixer les périmètres de protection de la station de pompage de la " Croix de Marais " et de définir les prescriptions aptes à protéger la situation sanitaire de cet ouvrage.

La visite des lieux a été faite en compagnie de M. MARTINOT, Technicien AEP de la DDA de Valence, de M. le Maire de La Roche-de-Glun et d'un représentant de la Société fermière C.G.E.

I)- RAPPELS DE SITUATION ET DE CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE ET SANITAIRE.-

=====

Ce puits a fait l'objet d'un rapport hydrogéologique préalable de M. le Professeur R. MICHEL, daté du 22/06/1961, dans lequel étaient précisées l'origine de la nappe exploitable et les dimensions du futur périmètre de protection clôturé.

Le puits a été foré 1200 m au N-E de l'agglomération de La Roche-de-Glun juste au pied du talus limitant à l'Ouest la terrasse würmienne des "Saviaux" épaisse globalement d'une trentaine de mètres et dominant en ce point de 10 m environ la plus basse terrasse de " Tain ", sur laquelle fut construite, voici quelques années la cité C.N.R. de La Roche-de-Glun.

Caractéristiques techniques de l'ouvrage :

Altitude : 120 m
Profondeur : 18,50 m
Niveau statique : - 4,75 m
Production normale : 70 m³/h
Rabatement de la nappe : 0,10 m

Nappe Aquifère :

La nappe exploitée est puissante (une dizaine de mètres d'épaisseur) elle correspond à l'underflow de la terrasse des " Chassis " (Fya) du confluent Rhône - Isère, dont la réalimentation en ce point est probablement

rhodanienne. Les matériaux qui la composent, ainsi d'ailleurs que ceux de la terrasse susjacente et emboîtée des " Saviaux ", sont des galets, caillout et sables faiblement argilifiés, dont la perméabilité est élevée ($6 \times 10^{-3} \text{ m/}$). La vitesse de transit de la nappe y est donc grande et la direction moyenne de son écoulement se situe du N-NE au S-SW.

Contexte sanitaire :

A l'aval de la station, le vaste terrain jadis occupé par la cité C.N.R. sera prochainement loti et recevra des établissements artisanaux ou industrie et des entrepôts. Le réseau d'assainissement double (pluvial et eaux usées) y est déjà réalisé. Ce lotissement ne constituera donc pas une source de pollution pour le puits.

A l'amont et latéralement, la situation est variable :

- notons tout d'abord que le périmètre clôturé prescrit par M. MICHEL (" 20 m à la ronde du puits ") n'a pas été mis en place, déficience à laquelle il faudra obligatoirement remédier, compte tenu des activités humaines qui vont se développer aux alentours ;

- au Nord : les parcelles 8 a et 7a sont recouvertes par des taillis ;

- au Sud : la partie basse (W) de la parcelle n° 9 est cultivée jusqu'au bord immédiat de l'ouvrage ;

- à l'Est, tout d'abord jusqu'au chemin rural , le talus est embroussaillé, puis au-delà du chemin et jusqu'à la voie ferrée, la terrasse est occupée par un vaste verger sur un front supérieur à 100 m ;

- enfin, à l'Est de la voie ferrée, les terrasses des " Saviaux " et des " Chassis " sont exploitées en plusieurs points pour l'extraction de sables et de graviers et les excavations abandonnées ont été en plusieurs points réutilisées en décharges contrôlées (cf. décharge des Chassis et rapport géologique de M. MICHEL du 04/02/77).

Les mesures de protection devront donc tenir compte de toutes ces données.

II) - PERIMETRES DE PROTECTION. -

=====

I- Périmètre de protection immédiate. (Fig. I)

Ce périmètre clôturé et acquis en pleine propriété par le Syndicat sera obligatoirement mis en place, comme l'impose les textes officiels. Le plan joint (Fig. I) indique son orientation et son extension ; il s'étendra sur la parcelle 8a, 9 (pro parte : partie N jusqu'à 20 m de l'axe du puits)

8b (pro parte : partie E avec limite alignée sur la limite W de la parcelle !

Sur cette surface, la végétation arbustive et arboricole sera totalement détruite et la végétation herbacée qui se développera sera entretenue régulièrement par fauchage et destruction des rejets arbustifs. Aucune autre activité n'y sera tolérée.

Enfin, les immondices divers entassés en quelques points de ce périmètre seront éliminés.

2 - Périmètre de protection rapprochée. (Fig. I)

Ce périmètre se développera depuis le chemin rural jusqu'à la voie ferrée, entre deux limites latérales situées :

- 100 m au Sud du puits (ou limite parcellaire la plus proche de cette distance),
- 200 m au Nord du puits (ou limite parcellaire la plus proche de cette distance).

La vocation agricole de cette zone devra être maintenue ; les activités suivantes y seront interdites :

- la construction de tous bâtiments (habitables, industriels ou agricoles)
- le forage de puits,
- l'ouverture, l'exploitation et le remblaiement de carrières ou d'excavations,
- l'installation de dépôts permanents d'hydrocarbures, de fumiers ou d'ordures ménagères.

En ce qui concerne l'exploitation agricole; il sera recommandé aux agriculteurs d'utiliser des pratiques culturales et d'appliquer aux produits fertilisants et aux traitements chimiques, des doses et des dates d'épandage, qui limitent au maximum les risques de pollution de la nappe.

3 - Périmètre de protection éloignée (Fig. 2)

Ce périmètre s'étendra en direction générale N-E (sens de l'alimentation aquifère), sur un quart de cercle de 1000 m de rayon et admettant pour limite S le point coté I38,1 (sur la RN 7) et pour limite N la ruine Jalet.

Sur cette zone de terrasse alluviale très perméable, seront interdits :

- les dépôts, les réservoirs et les canalisations d'hydrocarbures,
- l'ouverture, l'exploitation et le comblement de gravières à ciel ouvert
- les décharges d'ordures ménagères et industrielles.

S'il existait déjà des carrières dans ce secteur, leur exploitation

devrait être réglementée : la profondeur des excavations sera telle qu'un toit de 5 mètres d'épaisseur devra être maintenu au dessus de la nappe aquifère de la terrasse (dans ce secteur, la nappe relativement stabilisée depuis les aménagements C.N.R. doit se situer vers 15 m de profondeur).

CONCLUSIONS.-

=====

L'exploitation de la station de pompage de La Roche-de-Glun (Croix-de-Marais) sera conforme aux textes réglementant la protection des eaux destinées à l'alimentation humaine sous réserve de la mise en place et du respect des prescriptions définies dans le présent rapport.

A Grenoble, le 07/01/80

PJ : 2 planches

Jean-Pierre THIEULOY

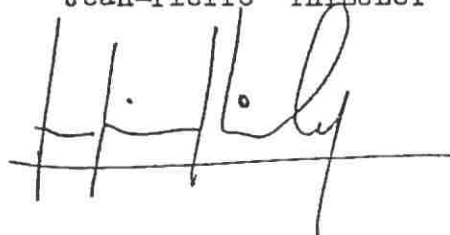
A handwritten signature in dark ink, consisting of stylized vertical and horizontal strokes, positioned below the printed name.

Fig. 2

SYNDICAT AEP LA ROCHE-DE-GLUN
PONT-DE-L'ISERE

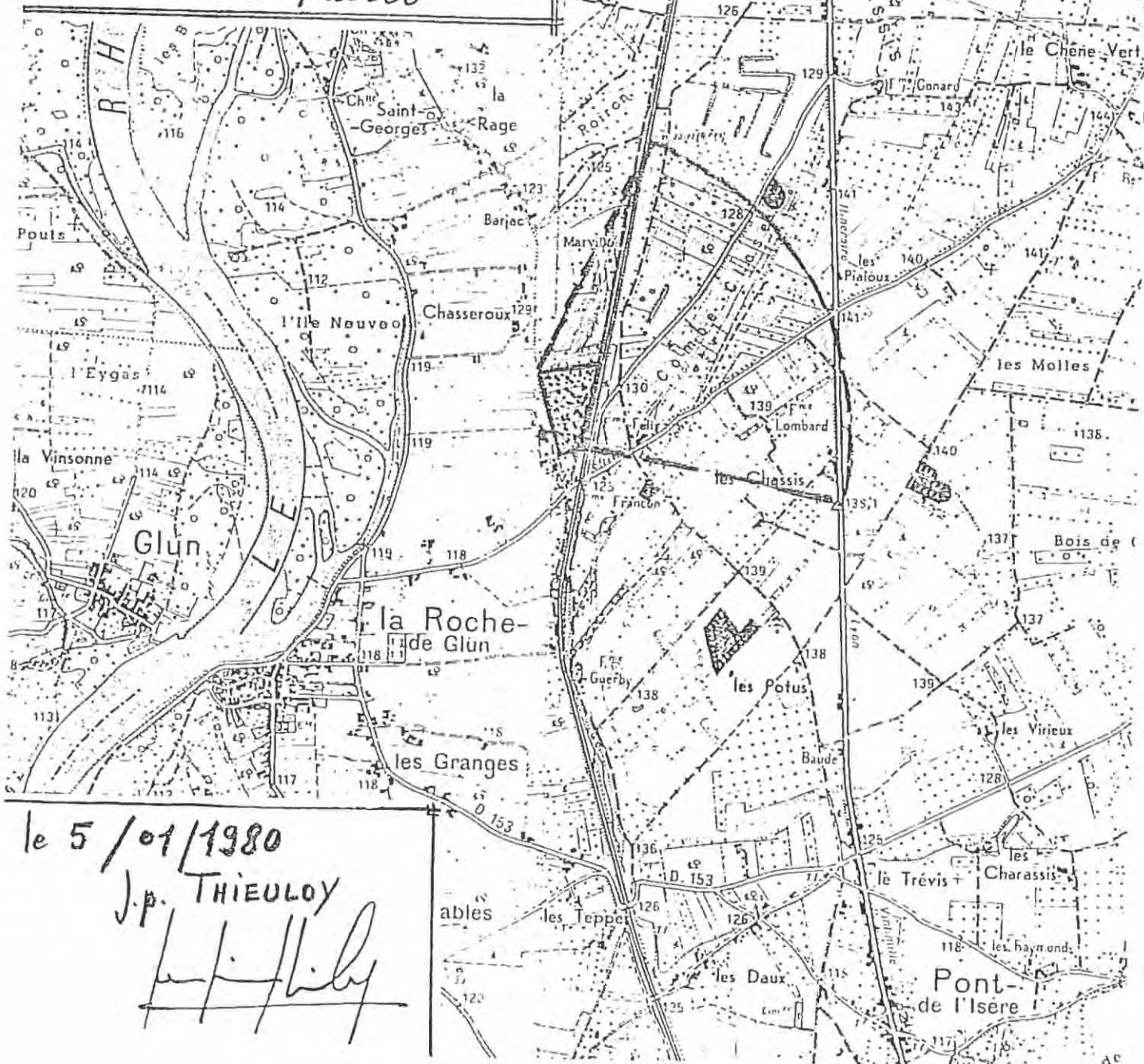
✦ Station de pompage

▨ Périmètre rapproché

▨ Carrière - Gravière ou décharges

△ Périmètre éloigné

Echelle 1/20000^e



SYNDICAT AEP
LA ROCHE-DE-FLAN - FONT-DE L'ISERE (DROME)

MODIFICATION DE L'EMPLACEMENT DE PROTECTION
IMMEDIATE DE LA STATION DE POMPAGE
DE LA " CROIX DE MARAIS "

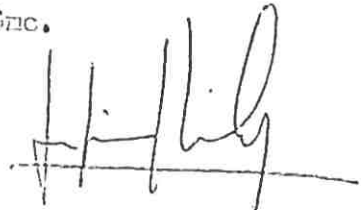
=====

Suite à l'enquête parcellaire effectuée à la demande de la BDA de Valc et au vu du document d'arpentage, dressé le 03/01/80 par l' DAVID Géomètre DPLG à Romans (Drôme), sur lequel la position exacte de la station de pompage a été portée, une modification des limites du périmètre de protection immédiate, clôturé et acquis en pleine propriété par le Syndicat comme l'impose les textes réglementaires, doit être faite dans les conditions suivantes :

- Limite E (amont) : bord W du chemin rural, donc sans modification.
 - Limite W (aval) : clôture située au moins 10 m à l'aval de l'axe du puits, mais si cela était possible, cette limite pourrait coïncider avec les limites parcellaires 398-396 et 395-393. Cela ne devrait pas poser de problème particulier, puisque les parcelles 395 et 398 sont propriétés de la Commune de la Roche-de-Flan.
 - Limite latérale S implantée 25 m au Sud de la limite parcellaire 395-398 et parallèlement à elle, à la condition que cette clôture Sud soit au moins distante de 20 m de l'axe du puits.
 - Limite latérale Nord coïncidant avec la limite parcellaire 392-395.
- Un plan joint à ce rapport précise l'extension minimale et les limites du périmètre de protection immédiate, ainsi défini.

A Grenoble, le 16 juin 1980

Jean-Louis THIBAUDY
Géologue agréé en matière d'eau et
d'hygiène publique pour le département
de la Drôme.



(Sept. 1970)

Section 2H

* Feuille

Echelle: 1/2000

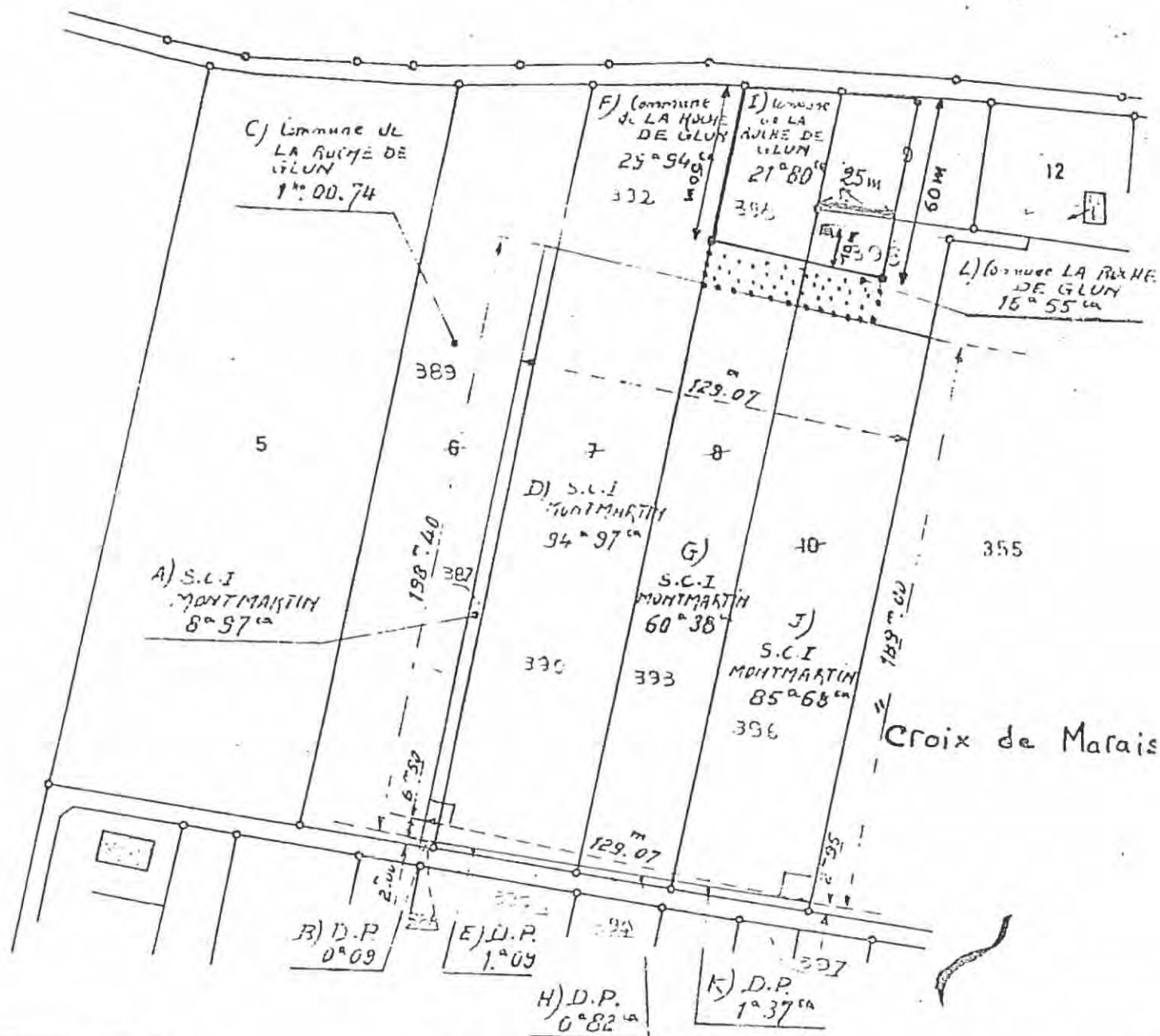
N° d'ordre
du document
d'arpentage

61

Tableau
d'assemblage

à modifier (1)

sons d'angl (1)



Certification

(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (1), a été établi

- d'après les indications qu'ils ont fournies au bureau (1).
- en conformité d'un piquetage qu'ils ont effectué sur le terrain (1).
- d'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dresse le

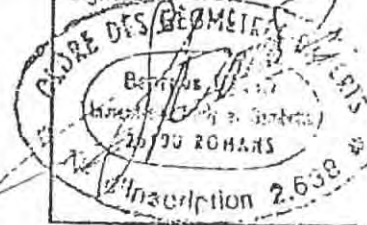
par M. _____, géomètre à _____ (1).

Document d'arpentage dressé
par M. DAVID Georges,
Géomètre Expert,
D.P.L.G. (2),
à ROMANS
Date: 3 Janvier 1980
Signature: _____

du plan minute établi
Bureau du Cadastre (1),
personne agréée dans
ceux du Cadastre (1),
d'après le registre de con-
servation des droits:
de l'origine:
VALENCE
Rue Fauriolles



A LA Roche de Glun, le 3 Janvier 1980
S.C.I. MONTMARTIN
Industrie
Feu



Plan de 1870/80

limite du périmètre de protection immédiate défini par le rapport du 16.6.1980 et correspondant à la limite parcellaire 392-395

Nord

Chemin

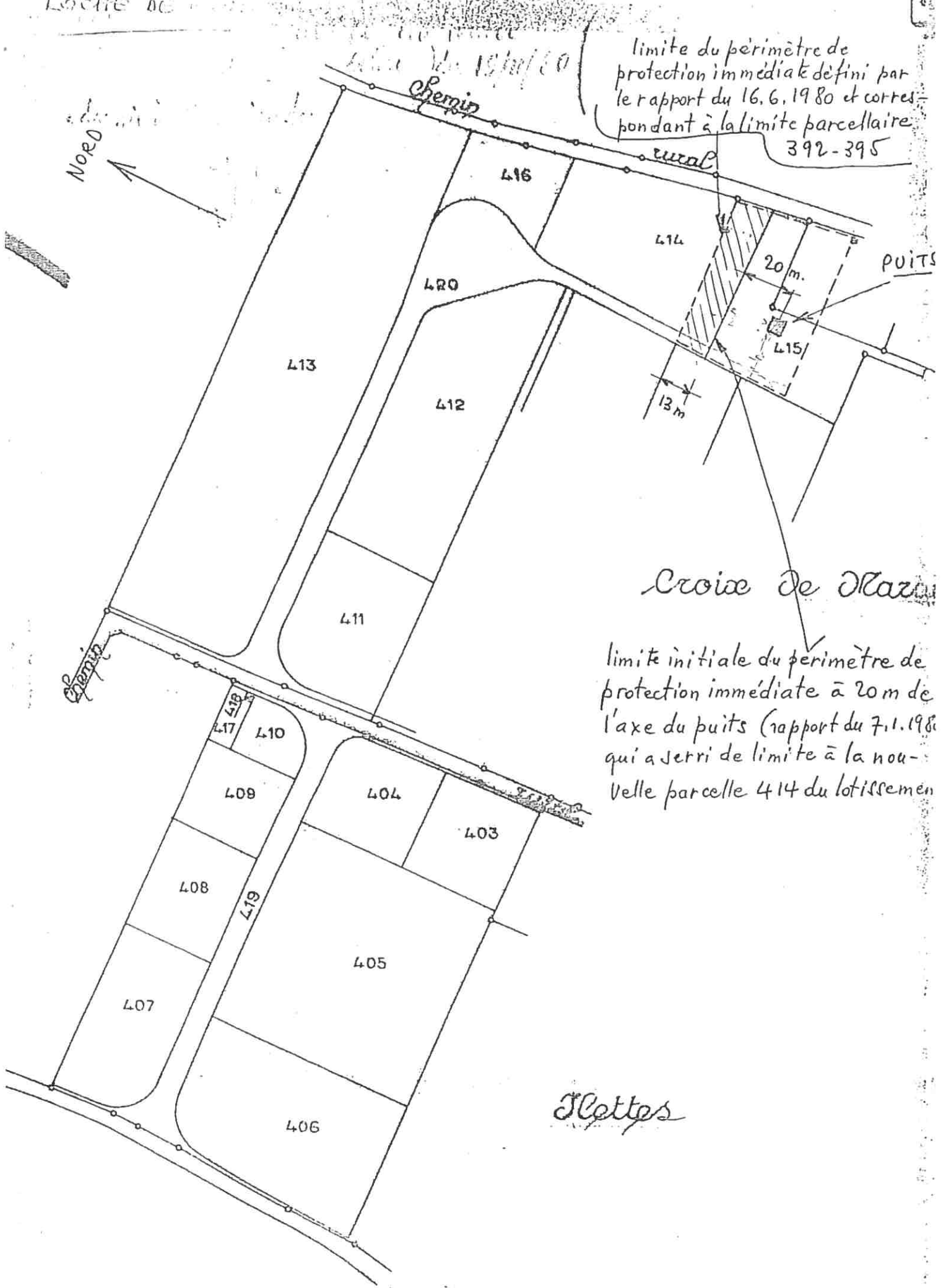
rural

PUITS

Croix de Nazareth

limite initiale du périmètre de protection immédiate à 20 m de l'axe du puits (rapport du 7.1.1981 qui a servi de limite à la nouvelle parcelle 414 du lotissement

Plottes



Nau

S.I.E.A. Pont de l'Isère - La Roche de Glun

MESURES DE PROTECTION SANITAIRE COMPLEMENTAIRES

DU CAPTAGE DE LA CROIX DES MARAIS

Par
D.CUCHE
Hydrogéologue agréé pour la Drôme

Mars 2000

1.- INTRODUCTION.

A la demande de la D.D.A.S.S., et après accord du coordonnateur départemental, j' ai accepté la mission définie dans le courrier du 26 janvier 2000 qui consiste à :

" définir l' extension qu' il conviendrait d' apporter à la protection rapprochée pour tenir compte de l' effet d' appel du puits (de la Croix des Marais) en direction de la zone industrielle ainsi que les servitudes ou recommandations qui pourraient s' y rattacher"

Cette démarche est motivée plus spécialement par la demande des Ets TRIGANO INDUSTRIES de créer une unité de Traitement de Surface dans l'enceinte de leur propriété mitoyenne avec le Périmètre de Protection Rapprochée du puits A.E.P.

Les périmètres de protection ont été définis par M. Thieuloy en 1980 , et le point d' eau a fait l' objet d' un arrêté de Déclaration Publique le 04 /12/1980.

Depuis cette date, la connaissance du contexte hydrogéologique et des paramètres hydrodynamiques de la nappe exploitée a été affinée suite à un épisode accidentel à proximité du captage représenté par l' incendie d' un bâtiment de la société R.C.I.(Fabrication Chimique Ardéchoise) en juin 1997. Les documents élaborés à cette occasion sont les suivants :

- esquisse piézométrique générale par J. Lafosse en juin 1997
- localisation des captages existants par la C.G.E. en juin 1997
- compte-rendu et investigation sur le site R.C.I. par A.T.E. du 18/07/1997.

J' ai visité le site du captage et la zone industrielle de la Croix des Marais , préalablement à une entrevue à la D.D.A.S.S. avec l' Ingénieur d' études en charge du dossier le 08/02/00.

Naure

S.I.E.A. Pont de l'Isère - La Roche de Glun

**MESURES DE PROTECTION SANITAIRE COMPLEMENTAIRES
DU CAPTAGE DE LA CROIX DES MARAIS**

Par
D.CUCHE
Hydrogéologue agréé pour la Drôme

Mars 2000

1.- INTRODUCTION.

A la demande de la D.D.A.S.S., et après accord du coordonnateur départemental, j'ai accepté la mission définie dans le courrier du 26 janvier 2000 qui consiste à :

" définir l'extension qu'il conviendrait d'apporter à la protection rapprochée pour tenir compte de l'effet d'appel du puits (de la Croix des Marais) en direction de la zone industrielle ainsi que les servitudes ou recommandations qui pourraient s'y rattacher"

Cette démarche est motivée plus spécialement par la demande des Ets TRIGANO INDUSTRIES de créer une unité de Traitement de Surface dans l'enceinte de leur propriété mitoyenne avec le Périmètre de Protection Rapprochée du puits A.E.P.

Les périmètres de protection ont été définis par M. Thieuloy ~~en 1980~~ ; et le point d'eau a fait l'objet d'un arrêté de Déclaration Publique le 04 /12/1980.

Depuis cette date, la connaissance du contexte hydrogéologique et des paramètres hydrodynamiques de la nappe exploitée a été affinée suite à un épisode accidentel à proximité du captage représenté par l'incendie d'un bâtiment de la société R.C.I. (Fabrication Chimique Ardéchoise) en juin 1997. Les documents élaborés à cette occasion sont les suivants :

- esquisse piézométrique générale par J. Lafosse en juin 1997
- localisation des captages existants par la C.G.E. en juin 1997
- compte-rendu et investigation sur le site R.C.I. par A.T.E. du 18/07/1997.

J'ai visité le site du captage et la zone industrielle de la Croix des Marais, préalablement à une entrevue à la D.D.A.S.S. avec l'Ingénieur d'études en charge du dossier le 08/02/00.

2.- EXAMEN DES DOCUMENTS FOURNIS

2.1.- Carte piézométrique

Celle-ci met en évidence un sens d'écoulement de la nappe en direction de l'ouest à l'amont du captage (terrasse supérieure). Ensuite la surface piézométrique dessine une dépression centrée sur le puits A.E.P. qui couvre la totalité de l'emprise de la Z.I. Au-delà, vers l'aval, la direction d'écoulement est franchement vers le S.O. : les courbes se resserrent et deviennent parallèles au contre-canal dont le fil d'eau constitue une limite imposée.

La faible pente hydraulique dans la partie supérieure ($i = 0,02 \%$) devient très élevée ($i = 0,075$) à l'aval de la Z.I. dans la zone de raccordement au contre-canal.

On retiendra donc que le secteur d'alimentation de la nappe exploitée par le puits de la Croix des Marais est constituée par la terrasse supérieure dite des Chassis (Fya) d'une épaisseur de 40 m. environ relayée par la terrasse des Serviaux (Fyb) qui domine la Z.I. à l'est : le puits est situé à la rupture de pente, à la base du talus qui matérialise la zone de transition entre les terrasses supérieures.

2.2.- Hydrodynamisme

2.2.1.- pompage

- La coupe synthétique des terrains traversés par les trois piézomètres réalisés en vue du pompage dans le puits A.E.P. est la suivante : (de bas en haut)

0-1 m. : sables fins à argileux

1-8 m. : sables à graviers et/ou galets.

Le niveau de la nappe a été rencontré entre 5 et 6 m. de profondeur / T.N. :

- Un pompage a été effectué aux paliers suivants :

pompage minimal - 80 m³/h. avant le 16/07/97

pompage intermédiaire - 120 m³/h. du 16/07/97 au 17/07/97

pompage maximal - 180 m³/h. du 17/07/97 au 18/07/97

avec relevés piézométriques toutes les 2 h. entre 8 h. et 20 h.

N.B. le pompage intermédiaires est fréquemment utilisé pour alimenter les collectivités locales.

- Influence du pompage sur la nappe

- état de référence :

Celui-ci a été établi à partir des relevés piézométriques lors d'un pompage à 80 m³/h. dans 12 ouvrages nivelés (puits, forages piézomètres.)

- extension du cône de rabattement :

Pour le débit maximal pompé, soit 180 m³/h., les rabattements mesurés sont inférieurs à 10 cm., pour un abaissement du niveau de l'eau dans le puits A.E.P. de 25 cm.

Les secteurs les plus influencés se situent au nord et au sud du puits A.E.P. : 9 cm. à Jomaron nord et 7,5 cm. à Jomaron sud.

Dans la Z.I., les valeurs diminuent de 7 cm en PZ 2 -100 m à l'aval du puits pompé à 6 cm. en PZ 1 (R.C.I.) et PZ 3, respectivement à 200 m. et 170 m. de celui-ci.

N.B. : Les valeurs enregistrées au piézomètre CNR indiquent un rabattement de 2,5 cm., ce qui correspond à notre avis plus à un changement du niveau de l'eau dans le contre-canal très proche qu' à une influence du pompage.

2.2.2.-analyses

Les échantillons d'eau prélevés dans les piézomètres lors du pompage ont mis en évidence les polluants incriminés : toluène et 111 trichloroéthane ; en faible quantité que dans les piézomètres les plus proches du lieu du sinistre, i.e. en PZ 1 et PZ 3.

Les analyses effectuées au puits A.E.P. du 01/07/97 au 18/08/97, et par la suite, sont ~~exemples de polluants~~ il faut souligner que l'exploitation de cet ouvrage a été arrêté dès l'annonce de l'incendie et remis en route progressivement, sous contrôle étroit de la société fermière.

2.3.-Commentaires

- La productivité du puits est très élevée avec un débit spécifique de 480 m³/h/m. et la nappe est relativement peu influencée par le pompage.

- Il semblerait d'après ces résultats, sous réserve cependant que l'arrêt du pompage dans le puits A.E.P. n'ait pas trop influencé les circulations au sein de la nappe, que la zone d'appel de l'ouvrage testé n'ait pas été concernée, étant plus dépendante des venues d'eau de l'amont hydraulique que de l'aval.

180 m³

0,25

→

480 m³/h

25 m

3.- PROTECTION SANITAIRE DU CAPTAGE

Les résultats de la campagne de reconnaissance menée par A.T.E. ne modifient pas les Périmètres de Protections Immédiate et Eloignée définis antérieurement.

Ils influent sur le Périmètre de Protection Rapprochée dont les nouvelles caractéristiques sont données ci-dessous pour un débit d'exploitation du puits de la Croix des Marais limité à 80 m³/h.

Périmètre de Protection Rapprochée

Ce périmètre sera étendu au delà de son emprise actuelle et le nouveau tracé, tel que dessiné sur le plan cadastral au 1/2000 ème joint, englobe en totalité les parcelles suivantes de la commune de La Roche de Glun :

- section ZE.(ancien tracé) : N° 51-52-54 à 56-58-119 et 120.
- section ZH. :12-13-356-416-469-470-635-636-663-
et en partie :355-387-390-393-396.

Sur ces parcelles qui resteront propriété privée, seront interdits :

- ☐ les constructions nouvelles de toute nature ,
- ☐ les forages de puits, l' exploitation de carrière, l' ouverture ou le remblaiement d' excavations à ciel ouvert ,
- ☐ les dépôts d' ordures ménagères, d' immondices, détritux, le stockage de produits toxiques ou radioactifs et de tous produits susceptibles d' altérer la qualité des eaux,
- ☐ le rejet des eaux usées et les boues de station d' épuration
- ☐ les installations de canalisations, réservoirs ou dépôts d' hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques,
- ☐ les captages autres que ceux destinés à l' alimentation en eau potable A.E.P.
- ☐ le camping, le caravanning et la pratique des sports mécaniques (motocross 4 X 4),
- ☐ le parcage des animaux (avec apport d'eau et alimentation) y compris l' élevage en plein air,

Prescriptions particulières concernant l' existant .

Maisons individuelles

- obligation est faite aux propriétaires d' être en règle vis à vis du Règlement Sanitaire Départemental pour l' assainissement non-collectif des eaux usées.
- maintien des stockages d' hydrocarbures liquides existants sans possibilité d' extension, sous réserve de la mise en conformité avec la législation en vigueur

(circulaire et arrêté du 17/07/75-26/02/74 et 03/03/76) dans un délai maximum de deux ans.

Parcelles cultivées

- recommandations aux agriculteurs d'utiliser des pratiques culturales et d'appliquer aux entrants en agriculture des doses et des dates d'épandage qui limitent au maximum les risques de pollution de la nappe.

Zone Industrielle

- collecte des eaux usées domestiques et industrielles pour traitement en dehors et à l'aval de la Z.I.,
- collecte et évacuation en dehors de la Z.I. des eaux de toitures, de parkings et de voirie, après suppression des puits perdus.
- déplacement du puits destiné à la pompe à chaleur (parcelle 390-ZH) en dehors du P.P.R.

4.- CONCLUSIONS

Sur la base de l'exécution des nouvelles mesures de protection et des prescriptions demandées dans le présent rapport, je donne en ce qui me concerne, avis favorable, au maintien en activité du puits A.E.P. de la Croix des Marais pour le S.I.E. Pont de l'Isère - La Roche de Glun, sachant que son débit d'exploitation sera limité impérativement à 80 m³/h. (quatre vingt mètres cubes /heure)

Fait à ROYNAC le 28/03/2000

D.CUCHE

Hydrogéologie agréé pour la Drôme

Daniel Cucho

Documents joints :

- plan cadastral au 1/2000 ème avec :
 - périmètre de protection immédiate
 - périmètre de protection rapprochée
- plan cadastral au 1/5000 ème avec périmètre de protection éloignée
- carte piézométrique au 1/5000 ème
- implantation des puits et piézomètres au 1/3333 ème
- analyses d'eau du puits A.E.P.

Daouquat

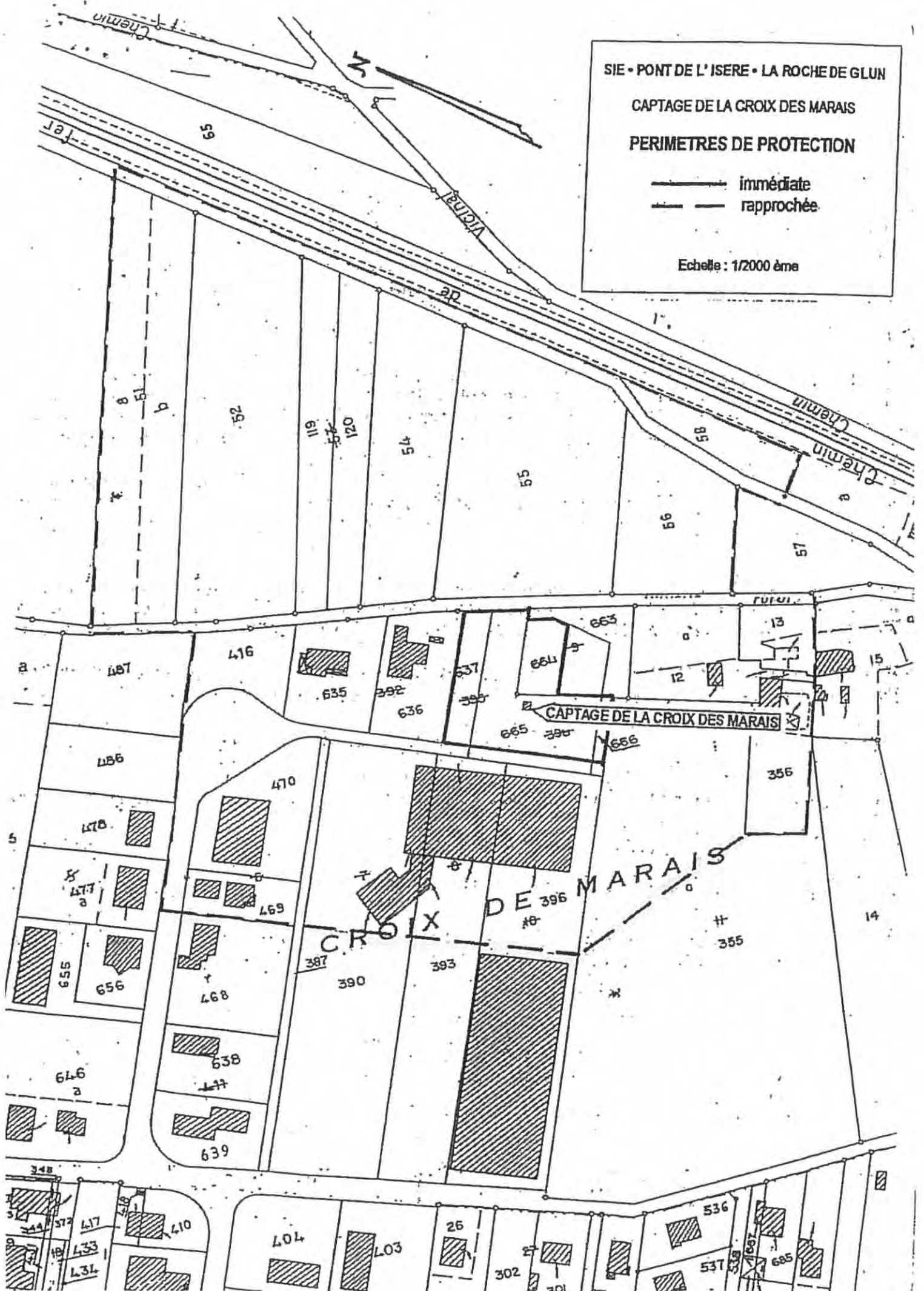
SIE • PONT DE L'ISERE • LA ROCHE DE GLUN

CAPTAGE DE LA CROIX DES MARAIS

PERIMETRES DE PROTECTION

— immédiate
- - - rapprochée

Echelle : 1/2000 ème



esquisses de
transcription Cadastre
du PPE de fin
par le rapport thucloy
de 1980

SIE

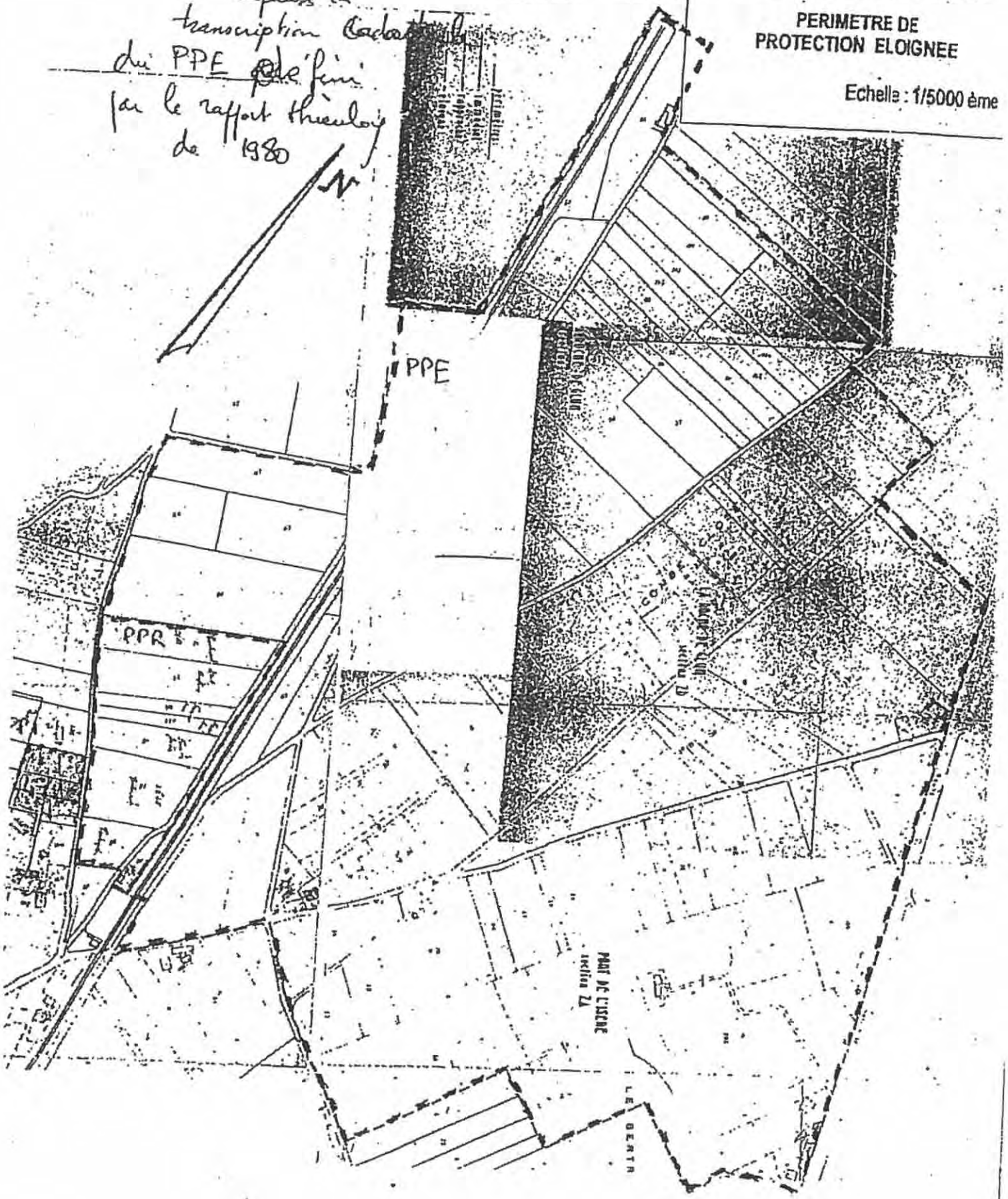
La
La

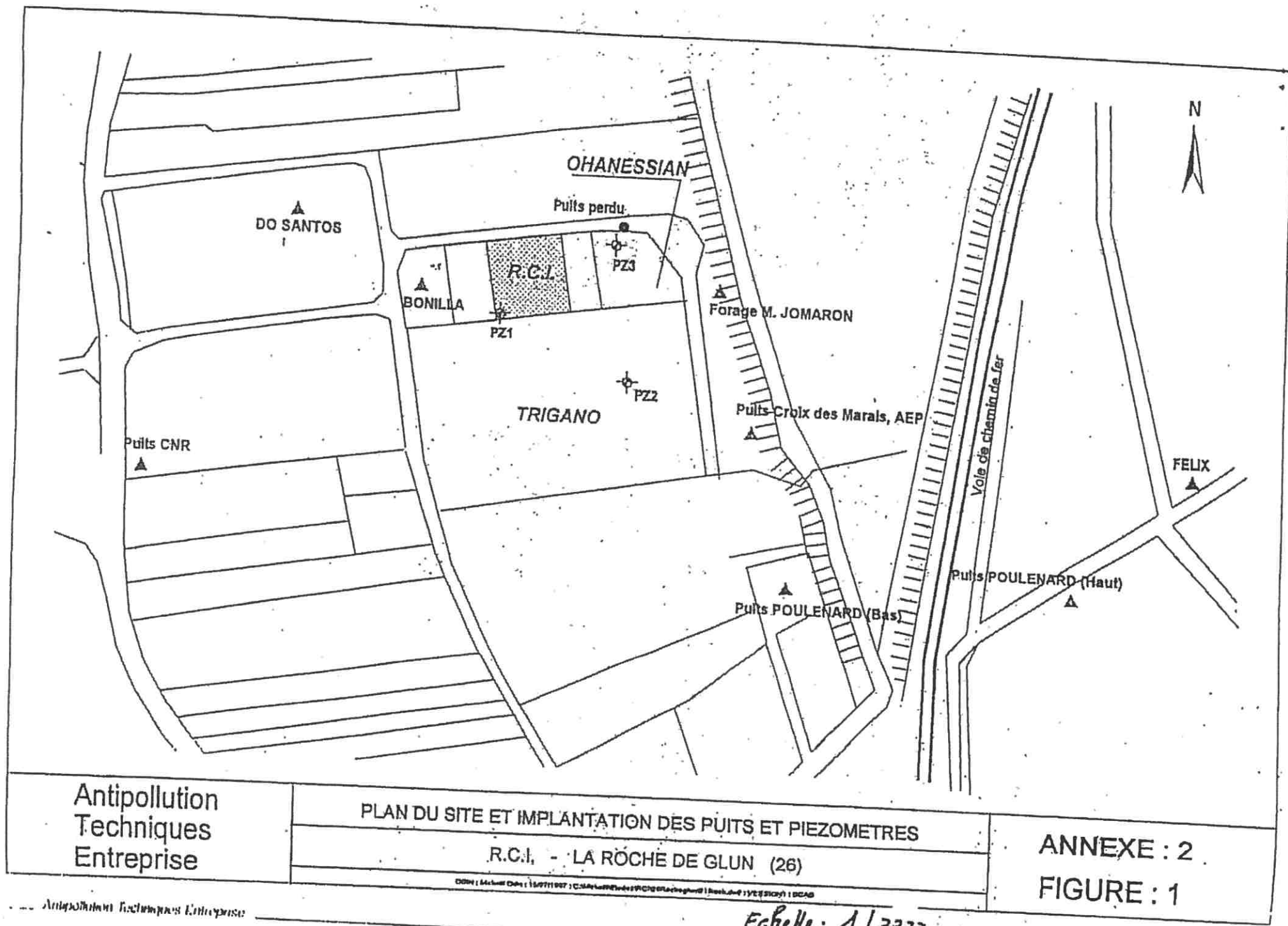
SIE - PONT DE L'ISERE - LA ROCHE DE GLU

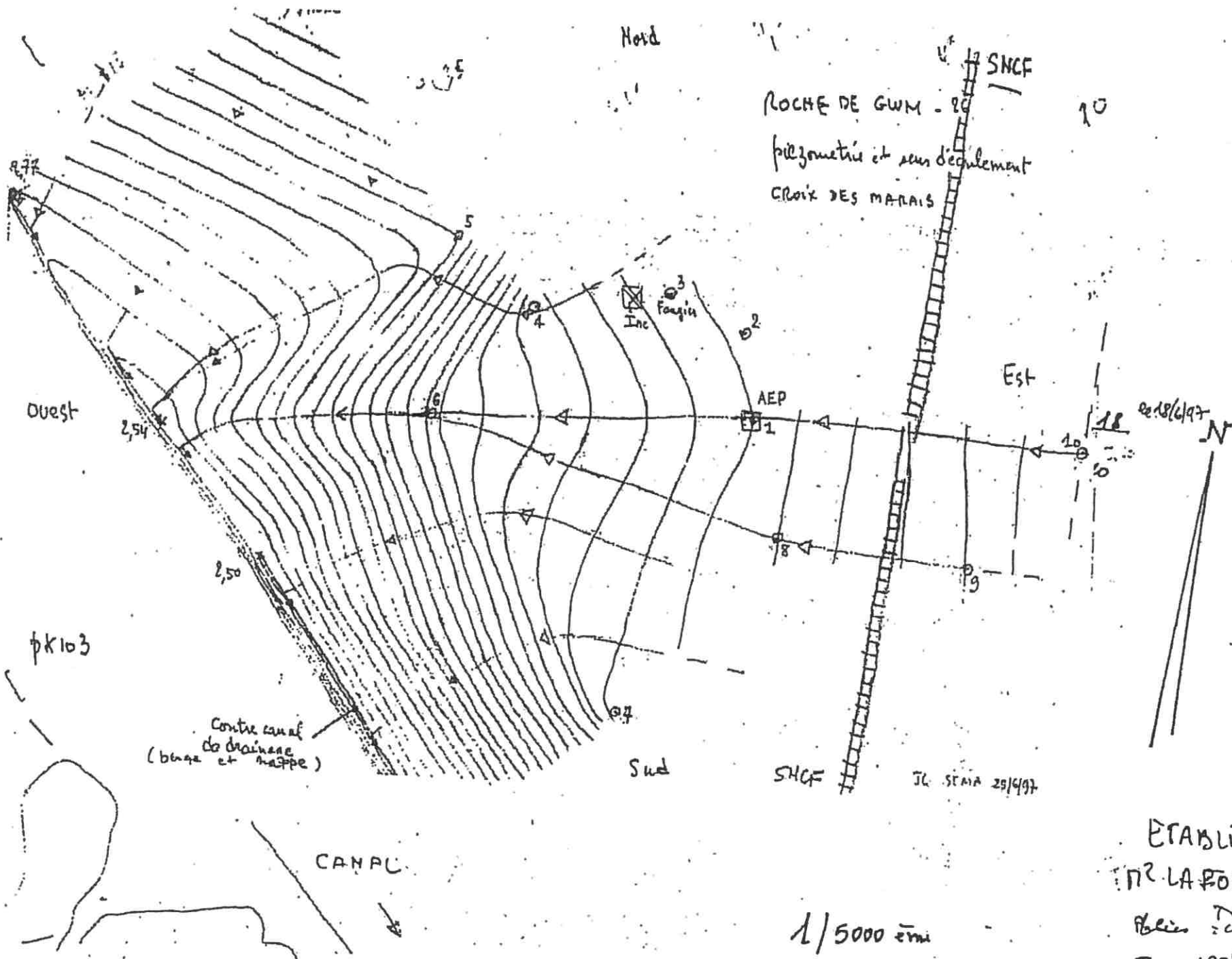
CAPTAGE DE LA CROIX DES MARAIS

PERIMETRE DE
PROTECTION ELOIGNEE

Echelle : 1/5000 ème







SYNDICAT AEP
LA-ROCHE-DE-GLUN - PONT-DE L'ISERE (DROME)

PROTECTION DE LA STATION DE POMPAGE
DE LA " CROIX DE MARAIS. "

par Jean-Pierre THIEULOY,
Maître-assistant de Géologie à l'Université scientifique et médicale
de Grenoble, Géologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique
pour le département de la Drôme.

Institut Dolomieu
rue Maurice Gignoux
38031 GRENOBLE CEDEX

Grenoble, le 07/01/80

En application des textes ci-après :

- Article L 20 du Code de la Santé publique,
- Décret n° 67-1093 du 15/12/67,
- Circulaire interministérielle du 10/12/68,

le soussigné Jean-Pierre THIEULOY déclare s'être rendu le 18/12/1979 à La Roche-de-Glun (Drôme) sur requête de M. le Directeur départemental de l'Agriculture de la Drôme en date du 12/12/79, afin de fixer les périmètres de protection de la station de pompage de la " Croix de Marais " et de définir les prescriptions aptes à protéger la situation sanitaire de cet ouvrage.

La visite des lieux a été faite en compagnie de M. MARTINOT, Technicien AEP de la DDA de Valence, de M. le Maire de La Roche-de-Glun et d'un représentant de la Société fermière C.G.E.

I)- RAPPELS DE SITUATION ET DE CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE ET SANITAIRE.-

=====

Ce puits a fait l'objet d'un rapport hydrogéologique préalable de M. le Professeur R. MICHEL, daté du 22/06/1961, dans lequel étaient précisées l'origine de la nappe exploitable et les dimensions du futur périmètre de protection clôturé.

Le puits a été foré 1200 m au N-E de l'agglomération de La Roche-de-Glun, juste au pied du talus limitant à l'Ouest la terrasse würmienne des "Saviaux", épaisse globalement d'une trentaine de mètres et dominant en ce point de 10 m environ la plus basse terrasse de " Tain ", sur laquelle fut construite, voici quelques années la cité C.N.H. de La Roche-de-Glun.

Caractéristiques techniques de l'ouvrage :

Altitude : 120 m

Profondeur : 18,50 m

Niveau statique : - 4,75 m

Production normale : ~~1000~~³/24

Rabatement de la nappe : 0,10 m

Nappe Aquifère :

La nappe exploitée est puissante (une dizaine de mètres d'épaisseur) ; elle correspond à l'underflow de la terrasse des " Chassia " (Fya) du confluent Rhône - Isère, dont la réalimentation en ce point est probablement

rhodanienne. Les matériaux qui la composent, ainsi d'ailleurs que ceux de la terrasse susjacente et emboîtée des " Saviaux ", sont des galets, cailloutis et sables faiblement argilifiés, dont la perméabilité est élevée (6×10^{-3} m/s). La vitesse de transit de la nappe y est donc grande et la direction moyenne de son écoulement se situe du N-NE au S-SW.

Contexte sanitaire :

A l'aval de la station, le vaste terrain jadis occupé par la cité C.N.R. sera prochainement loti et recevra des établissements artisanaux ou industriels et des entrepôts. Le réseau d'assainissement double (pluvial et eaux usées) y est déjà réalisé. Ce lotissement ne constituera donc pas une source de pollution pour le puits.

A l'amont et latéralement, la situation est variable :

- notons tout d'abord que le périmètre clôturé prescrit par M. MICHEL (" 20 m à la ronde du puits ") n'a pas été mis en place, déficience à laquelle il faudra obligatoirement remédier, compte tenu des activités humaines qui vont se développer aux alentours ;
- au Nord : les parcelles 8 a et 7a sont recouvertes par des taillis ;
- au Sud : la partie basse (W) de la parcelle n° 9 est cultivée jusqu'au bord immédiat de l'ouvrage ;
- à l'Est, tout d'abord jusqu'au chemin rural, le talus est embroussaillé, puis au-delà du chemin et jusqu'à la voie ferrée, la terrasse est occupée par un vaste verger sur un front supérieur à 100 m ;
- enfin, à l'Est de la voie ferrée, les terrasses des " Saviaux " et des " Chassis " sont exploitées en plusieurs points pour l'extraction de sables et de graviers et les excavations abandonnées ont été en plusieurs points réutilisées en décharges contrôlées (cf. décharge des Chassis et rapport géologique de M. MICHEL du 04/02/77).

Les mesures de protection devront donc tenir compte de toutes ces données.

II)- PERIMETRES DE PROTECTION.-

I- Périmètre de protection immédiate. (Fig. I)

Ce périmètre clôturé et acquis en pleine propriété par le Syndicat sera obligatoirement mis en place, comme l'impose les textes officiels. Le plan joint (Fig. I) indique son orientation et son extension ; il s'étendra sur la parcelle 8a, 9 (pro parte : partie N jusqu'à 20 m de l'axe du puits),

8b (pro parte : partie E avec limite alignée sur la limite W de la parcelle 9

Sur cette surface, la végétation arbustive et arboricole sera totalement détruite et la végétation herbacée qui se développera sera entretenue régulièrement par fauchage et destruction des rejets arbustifs. Aucune autre activité n'y sera tolérée.

Enfin, les immondices divers entassés en quelques points de ce périmètre seront éliminés.

2 - Périmètre de protection rapproché. (Fig. I)

Ce périmètre se développera depuis le chemin rural jusqu'à la voie ferrée, entre deux limites latérales situées :

- 100 m au Sud du puits (ou limite parcellaire la plus proche de cette distance),
- 200 m au Nord du puits (ou limite parcellaire la plus proche de cette distance).

La vocation agricole de cette zone devra être maintenue ; les activités suivantes y seront interdites :

- la construction de tous bâtiments (habitables, industriels ou agricoles)
- le forage de puits,
- l'ouverture, l'exploitation et le remblaiement de carrières ou d'excavations,
- l'installation de dépôts permanents d'hydrocarbures, de fumiers ou d'ordures ménagères.

En ce qui concerne l'exploitation agricole ; il sera recommandé aux agriculteurs d'utiliser des pratiques culturales et d'appliquer aux produits fertilisants et aux traitements chimiques, des doses et des dates d'épandage, qui limitent au maximum les risques de pollution de la nappe.

3 - Périmètre de protection éloigné (Fig. 2)

Ce périmètre s'étendra en direction générale N-E (sens de l'alimentation aquifère), sur un quart de cercle de 1000 m de rayon et admettant pour limite S le point coté I38,1 (sur la RN 7) et pour limite N la ruine Jalot.

Sur cette zone de terrasse alluviale très perméable, seront interdits :

- les dépôts, les réservoirs et les canalisations d'hydrocarbures,
- l'ouverture, l'exploitation et le complément de gravières à ciel ouvert,
- les décharges d'ordures ménagères et industrielles.

S'il existait déjà des carrières dans ce secteur, leur exploitation

devrait être réglementée : la profondeur des excoavations sera telle qu'un toit de 5 mètres d'épaisseur devra être maintenu au dessus de la nappe aquifère de la terrasse (dans ce secteur, la nappe relativement stabilisée depuis les aménagements C.N.R. doit se situer vers 15 m de profondeur).

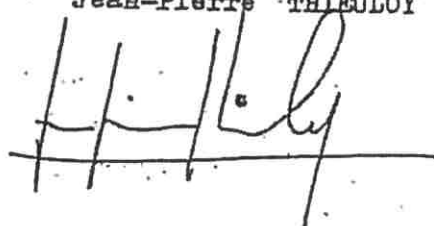
CONCLUSIONS. -

L'exploitation de la station de pompage de La Roche-de-Glun (Croix-de-Maraais) sera conforme aux textes réglementant la protection des eaux destinées à l'alimentation humaine sous réserve de la mise en place et du respect des prescriptions définies dans le présent rapport.

A Grenoble, le 07/01/80

PJ : 2 planches

Jean-Pierre THIEULOY

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several vertical strokes and a large loop at the end, positioned below the typed name.

DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

ARRÊTÉ 8528

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU les décrets n°77392 et 77393 du 28 Mars 1977 portant codification des textes législatifs et réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique et les textes qui les ont modifiés ou complétés,

VU la loi n°62904 du 4 Août 1962 et le décret d'application n°64153 du 15 Février 1964, instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose de canalisations publiques d'eau ou d'assainissement,

VU le code de la Santé Publique et l'ordonnance n°591264 du 20 Décembre 1959,

VU l'arrêté préfectoral n°5975 du 7 Août 1980 prescrivant sur le territoire des communes de LA ROCHE DE GLUN et PONT DE L'ISERE, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de protection du puits de "LA CROIX DE MARAIS" à LA ROCHE DE GLUN,

VU les dossiers d'enquête constitués conformément aux décrets du 28 Mars 1977 et les registres y afférent,

VU l'avis favorable du Commissaire enquêteur en date du 18 Octobre 1980,

CONSIDERANT que toutes les formalités légales ou réglementaires ont été accomplies,

A R R E T E

ARTICLE 1 - Sont déclarées d'utilité publique les mesures de protection du puits de "LA CROIX DE MARAIS" situé sur la commune de LA ROCHE DE GLUN, à prendre en application du rapport géologique du 7 Janvier 1980 et du rapport complémentaire du 16 Juin 1980.

ARTICLE 2 - Le Syndicat Intercommunal des Eaux de LA ROCHE DE GLUN et PONT DE L'ISERE est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires pour la réalisation de l'opération envisagée. Il est également autorisé à établir les servitudes nécessaires sur les propriétés privées, dans les limites des périmètres définis par le Géologue.

ARTICLE 3 - Les expropriations éventuelles devront être accom-
plies dans le délai de 5 années à compter de la publication
du présent arrêté.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Drôme, le Directeur
Départemental de l'Agriculture, le Directeur Départemental de
l'Équipement, le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux
de LA ROCHE DE GLUN et PONT D'ISERE, le Maire de LA ROCHE DE
GLUN et le Maire de PONT D'ISERE, sont chargés, chacun en ce
qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT à VALENCE, le 4 DEC. 1980

LE PREFET,

Par délégué du
Le Secrétaire Général



